



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ, 28 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
37

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 869

*Περί κωδώσεως τής εν Αθήναις τήν 18ην Μαρτίου 1977  
υπογραφείσης Προξενικής Συμβάσεως μεταξύ τής Έλ-  
ληνικής Δημοκρατίας και τής Ούγγρικής Λαϊκής Δη-  
μοκρατίας.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά τής Βουλής, άπεφασίσαμεν:

Άρθρον πρώτον.

Κυρούται και έχει ισχόν νόμου ή εν Αθήναις τήν 18ην  
Μαρτίου 1977 υπογραφείσα Προξενική Σύμβασις μεταξύ  
τής Έλληνικής Δημοκρατίας και Ούγγρικής Λαϊκής Δημο-  
κρατίας, τής οποίας τó κείμενον εν πρωτοτύπω εις την Γαλ-  
λικήν και Έλληνικήν γλώσσαν, έχει ως έπεται:

## CONVENTION CONSULAIRE

Entre la République Hellénique et la République Populaire Hongroise

Le Président de la République Hellénique et le Conseil de Présidence de la République Populaire Hongroise animés du désir de renforcer les liens d'amitié entre les deux Etats et de régler et développer les relations consulaires entre les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont désigné comme Plénipotentiaires à cet effet:

Le Président de la République Hellénique, S.E. M. Dimitris Bitsios Ministre des Affaires Etrangères et le Conseil de Présidence de la République Populaire Hongroise, S.E. M. Frigyes Puja, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

## TITRE I

## Définitions.

## Article 1

Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous:

1. Par «poste consulaire» on entend tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire.

2. Par «chef de poste consulaire» on entend le consul général, le consul, le vice-consul, ou l'agent consulaire qui dirige le consulat.

3. Par «fonctionnaire consulaire» on entend toute personne—y compris le chef de poste consulaire— qui a été autorisée à exercer des fonctions consulaires.

4. Par «employé consulaire» on entend toute personne qui n'est pas fonctionnaire consulaire et qui est employée dans les services administratifs ou techniques du poste consulaire. En outre par «employé consulaire» on entend aussi les membres du personnel auxiliaire du poste consulaire.

5. Par «membres du poste consulaire» on entend les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires.

6. Par «circonscription consulaire» on entend le territoire attribué à un poste consulaire dans lequel le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions.

7. Par «locaux consulaires» on entend les bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire.

8. Par «archives consulaires» on entend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel des chiffres et des codes, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

9. Par «navire» ou «avion» on entend le navire qui a le droit de porter le pavillon de l'Etat d'envoi ou l'avion qui est enregistré dans cet Etat, à l'exception des bâtiments de guerre et des avions militaires.

## TITRE II

Etablissement des postes consulaires.  
Nomination des membres du poste consulaire

## Article 2

1. Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés par un accord mutuel entre

l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence. Des modifications ultérieures ne peuvent y être apportées par l'Etat d'envoi qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

## Article 3

1. Avant la nomination du chef de poste consulaire, l'Etat d'envoi sollicite par la voie diplomatique le consentement à la nomination de l'Etat de résidence.

2. Après avoir reçu le consentement, l'Etat d'envoi remet au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence la lettre de commission consulaire ou autre document relatif à la nomination du chef de poste consulaire. La lettre de commission consulaire ou autre document analogue, doit attester les nom et prénoms du chef de poste consulaire, sa nationalité, sa classe, la circonscription consulaire dans laquelle il exercera ses fonctions et le siège du poste consulaire.

3. Après présentation de la lettre de commission consulaire ou d'autre document relatif à la nomination du chef de poste consulaire, l'Etat de résidence délivrera aussi vite que possible l'exéquatur ou autre permis.

4. Le chef de poste consulaire ne peut prendre possession de son poste qu'après la délivrance de l'exéquatur ou autre permis de l'Etat de résidence.

5. L'Etat de résidence peut admettre provisoirement le chef de poste consulaire à l'exercice de ses fonctions avant la délivrance de l'exéquatur ou d'autre permis.

6. Lors de l'octroi respectivement de l'exéquatur ou d'autre permis ou du consentement à l'exercice provisoire des fonctions consulaires, les autorités de l'Etat de résidence prendront les mesures nécessaires pour permettre au chef de poste consulaire l'exercice de ses fonctions.

## Article 4

Le nom, le prénom, la nationalité, la classe et les fonctions du fonctionnaire consulaire qui n'est pas nommé en qualité de chef de poste consulaire seront notifiés par l'Etat d'envoi au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

## Article 5

Seul un ressortissant de l'Etat d'envoi peut être fonctionnaire consulaire, à condition qu'il ne soit pas résident permanent dans l'Etat de résidence.

## Article 6

L'Etat de résidence peut à tout moment et sans avoir à donner les motifs de sa décision, informer par la voie diplomatique l'Etat d'envoi qu'il révoque le consentement ou autres permis du chef de poste consulaire et qu'un autre membre du poste consulaire n'est pas acceptable. Au cas d'une telle notification, l'Etat d'envoi rappellera le chef de poste consulaire ou le membre du poste consulaire. Si l'Etat d'envoi n'exécute pas dans un délai raisonnable cette obligation, l'Etat de résidence peut refuser de reconnaître cette personne comme chef de poste consulaire ou comme membre du poste consulaire.

## TITRE III

Facilités, privilèges et immunités.

## Article 7

1. L'Etat de résidence accordera au poste consulaire toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions consulaires et entreprendra les mesures nécessaires afin que les membres du poste consulaire puissent exercer leur activité officielle et bénéficier des privilèges et immunités prévus par la présente Convention.

2. L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et entreprendra toutes les mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

#### Article 8

1. Dans le cas où pour une raison quelconque le chef de poste consulaire n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions ou si son poste est provisoirement vacant, l'Etat d'envoi peut confier la direction provisoire du poste consulaire respectivement à un fonctionnaire consulaire de ce poste ou d'un autre poste fonctionnant dans l'Etat de résidence ou à un membre de son personnel diplomatique de la mission diplomatique dans l'Etat de résidence. Les nom et prénoms de cette personne seront notifiés d'avance au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

2. Le gérant intérimaire du poste consulaire exerce les fonctions du chef de poste consulaire. Les mêmes obligations lui incombent et il jouit des mêmes privilèges et immunités comme s'il avait été nommé selon les dispositions de l'article 3 de la présente Convention.

3. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence est nommé gérant intérimaire par l'Etat d'envoi dans les conditions prévues au paragraphe 1er du présent article, il continue à jouir des privilèges et immunités diplomatiques.

#### Article 9

1. Les dispositions de la présente Convention relatives aux droits et obligations du fonctionnaire consulaire s'étendent aussi sur le membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi qui a été chargé de fonctions consulaires dans l'Etat de résidence.

2. L'activité consulaire de la personne mentionnée au paragraphe (1) n'affecte pas ses privilèges et immunités diplomatiques.

#### Article 10

1. Conformément aux dispositions législatives de l'Etat de résidence, l'Etat d'envoi peut acquérir dans l'Etat de résidence en propriété ou à titre de bail, des lots de terrain, des immeubles et des parties d'immeubles aux fins de locaux pour le poste consulaire et de résidence pour les membres du poste consulaire.

2. En cas de besoin, l'Etat de résidence prêtera son assistance à l'Etat d'envoi pour acquérir en propriété ou à titre de bail les lots de terrain, immeubles ou parties d'immeubles nécessaires aux fins mentionnées au paragraphe I.

#### Article 11

1. L'écusson aux armes, ainsi que la dénomination du poste consulaire en la langue de l'Etat d'envoi et en celle de l'Etat de résidence, peuvent être placés sur l'immeuble qu'occupe ce poste.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur le bâtiment du poste consulaire et sur la résidence du chef de poste consulaire.

3. Le chef de poste consulaire peut arborer sur ses moyens de transport le pavillon de l'Etat d'envoi.

4. Dans l'exercice des droits prévus aux paragraphes 2 et 3, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

#### Article 12

1. Les locaux consulaires sont inviolables.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pas pénétrer dans les locaux consulaires sans autorisation

du chef de poste consulaire, du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou des personnes désignées par eux.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent également à la résidence du chef de poste consulaire.

4. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une façon incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

5. L'Etat de résidence prendra les mesures appropriées pour protéger les locaux du poste consulaire et la résidence du chef de poste consulaire.

#### Article 13

Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent. Des pièces non officielles ne doivent pas être gardées aux archives consulaires.

#### Article 14

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le Gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés ainsi que les courriers diplomatiques ou consulaires et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, la valise consulaire ne peut être utilisée que pour la communication du poste consulaire avec le Gouvernement, la mission diplomatique et les postes consulaires de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence. Le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable.

3. La valise consulaire doit porter des signes extérieurs visibles de son caractère et ne peut contenir que la correspondance officielle ainsi que les documents et objets destinés à être utilisés pour les besoins de service.

4. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise consulaire contient d'autres objets que ceux mentionnés ci-dessus, elles peuvent demander que la valise soit renvoyée à son lieu d'origine.

5. Le courrier consulaire doit être muni d'un document officiel attestant son statut et définissant le nombre de colis constituant la valise consulaire. Ne peut être courrier consulaire que le ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence. Pendant l'accomplissement de ses fonctions, le courrier consulaire se trouve sous la protection de l'Etat de résidence et bénéficie de l'inviolabilité personnelle ne pouvant être ni arrêté, ni détenu, ni voir sa liberté personnelle limitée sous quelque forme que ce soit.

6. La valise consulaire peut être confiée au commandant de bord d'un navire ou d'un aéronef. Le commandant sera muni d'un document officiel indiquant le nombre de colis qui constituent la valise consulaire; toutefois, il ne sera pas considéré comme courrier consulaire. Un membre du poste consulaire peut librement prendre en possession la valise consulaire directement des mains du commandant du navire ou de l'aéronef ou bien la lui remettre de la même façon.

#### Article 15

1. Le chef de poste consulaire jouit de l'immunité de la juridiction pénale de l'Etat de résidence. Il bénéficie

de l'inviolabilité personnelle et de ce fait ne peut être ni arrêté, ni détenu, ni privé de sa liberté sous quelque forme que ce soit.

2. Le chef de poste consulaire jouit également de l'immunité de la juridiction civile et administrative de l'Etat de résidence, sauf s'il s'agit:

a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'Etat de résidence, à moins que le chef de poste consulaire ne le possède pour le compte de l'Etat d'envoi aux fins du poste;

b) d'une action concernant une succession, dans laquelle le chef de poste consulaire figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire, à titre privé et non pas au nom de l'Etat d'envoi;

c) d'une action concernant une activité professionnelle ou commerciale, quelle qu'elle soit, exercée par le chef de poste consulaire dans l'Etat de résidence en dehors de ses fonctions officielles.

d) d'une action intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

3. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard du chef de poste consulaire, sauf dans les cas prévus aux alinéas a, b, c et d du paragraphe (2) du présent article et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu'il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.

4. Les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires.

5. Toutefois les dispositions du paragraphe (4) du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile:

a) Résultant de la conclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire autre que le chef de poste consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expressement ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi; ou

b) Intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

6. Les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire et les employés consulaires ne peuvent être ni arrêtés, ni détenus, ni privés de leur liberté sous quelque forme que ce soit pour les actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions que dans le cas d'une infraction intentionnelle grave punissable en vertu de la législation de l'Etat de résidence d'une peine privative de liberté dont le minimum est au moins de cinq ans ou d'une peine plus grave et sur la base d'une décision émanant d'une autorité judiciaire de cet Etat, compétente en matière pénale.

A l'exception de ces cas, ils ne peuvent être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle sauf en exécution d'un jugement définitif en matière pénale.

7. En cas de poursuite pénale ou d'arrestation, de détention ou de privation de liberté sous quelque forme que ce soit d'un membre du poste consulaire, les autorités compétentes de l'Etat de résidence sont tenues d'en informer sans délai le chef de poste consulaire.

8. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un membre du poste consulaire, elle est conduite rapidement et de manière à gêner le moins possible l'exercice de ses fonctions dans le poste consulaire.

#### Article 16.

1. Les fonctionnaires et les employés consulaires peuvent être appelés à répondre comme témoins à la deman-

de des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence. Toutefois, aucune mesure de contrainte ou autre sanction ne pourra être prise à l'égard de ces personnes.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner le fonctionnaire ou l'employé consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions, ou de ses devoirs. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

#### Article 17

1. L'Etat d'envoi peut renoncer aux privilèges et immunités définis aux articles 15 et 16. Cette renonciation doit toujours être expresse et communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

2. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire engage une procédure au cas où il bénéficierait de l'immunité de juridiction, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle, directement liée à la demande principale.

3. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas considérée comme renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement. Pour ces mesures d'exécution, une renonciation distincte est nécessaire.

#### Article 18

Les membres du poste consulaire sont exempts du service au sein des forces armées et de tout autre service d'intérêt public dans l'Etat de résidence.

#### Article 19

Les membres du poste consulaire sont exempts de toutes obligations prescrites par la législation de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation et de séjour des étrangers.

#### Article 20

1. L'Etat d'envoi est exempt dans l'Etat de résidence de l'imposition et de la perception d'impôts et de taxes:

a) en ce qui concerne les terrains, immeubles et parties d'immeubles servant exclusivement à des fins consulaires, y compris la résidence du chef de poste consulaire, lesquels sont la propriété ou loués par l'Etat d'envoi ou la personne procédant en son nom;

b) les actes juridiques ou les documents ayant trait à de tels biens immeubles, au cas où l'Etat d'envoi les achète exclusivement pour des fins consulaires.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas aux impôts et taxes qui, d'après les lois et les règlements de l'Etat de résidence, sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi.

3. Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne s'appliquent pas en matière de taxes perçues en rémunération de services rendus.

#### Article 21

L'Etat de résidence n'impose pas et ne perçoit pas d'impôts ou de taxes quels qu'ils soient sur les biens meubles étant à la propriété, possédés ou utilisés par l'

Etat d'envoi à des fins consulaires ou sur l'acquisition de ceux-ci, que l'Etat d'envoi serait tenu de payer en vertu de la législation de l'Etat de résidence. Toutefois, cette exemption ne s'applique pas aux impôts et taxes qui sont inclus dans le prix des marchandises et des services.

#### Article 22

1. Les membres du poste consulaire sont exempts dans l'Etat de résidence des impôts et taxes que l'Etat de résidence impose sur les salaires reçus pour l'accomplissement d'obligations de service.

2. Les membres du poste consulaire sont exempts dans l'Etat de résidence de tous autres impôts et taxes imposés par l'Etat de résidence ou ses organes locaux, à l'exception :

a) des impôts indirects incorporés dans le prix des marchandises et des services;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés, situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 20;

c) des impôts et taxes perçus par l'Etat de résidence sur les successions dans cet Etat et sur le transfert et l'acquisition du droit de propriété sur des biens;

d) des impôts et taxes sur les revenus privés qui ont leur source dans l'Etat de résidence;

e) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre sous réserve des dispositions de l'article 20;

f) des impôts et taxes perçus en rémunération de services rendus.

#### Article 23

1. Conformément à ses lois et règlements, l'Etat de résidence autorise l'entrée et la sortie et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes, autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour :

a) les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire y compris les effets destinés à son établissement.

2. Les employés consulaires bénéficient des exemptions prévues à l'alinéa b) du paragraphe (1) du présent article en ce qui concerne les objets importés lors de leur première installation.

3. Dans le terme «objets» sont également compris les moyens de transport.

4. Les fonctionnaires consulaires et les membres de leur famille sont exemptés de l'inspection de leurs bagages personnels à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire que ceux-ci contiennent des objets ne bénéficiant pas des exemptions mentionnées au paragraphe (1), al. b) du présent Article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de l'Etat de résidence. En pareil cas, l'inspection ne doit se faire qu'en présence du fonctionnaire consulaire, du membre de sa famille ou de leur représentant autorisé.

#### Article 24

Toutes les personnes qui bénéficient de privilèges et immunités en vertu de la présente Convention doivent observer, sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les lois et règlements de l'Etat de résidence, y compris les règles concernant la circulation routière et les prescriptions relatives à l'assurance obligatoire des voitures.

#### Article 25

Sous réserve de ses lois et règlements concernant les zones dans lesquelles, pour des raisons de sécurité de l'Etat, l'entrée est interdite ou réglementée, l'Etat de résidence assure à tous les membres du poste consulaire la liberté de circuler et de voyager sur son territoire.

#### Article 26

Les employés consulaires, qui sont ressortissants de l'Etat de résidence ou résidents permanents dans cet Etat, ne bénéficient pas des privilèges et immunités définis par la présente Convention, sous réserve du paragraphe (3) de l'article 16.

#### Article 27

Les membres de la famille des fonctionnaires consulaires et des employés consulaires vivant dans le même foyer qu'eux bénéficient des privilèges prévus aux articles 15, paragraphe (7), 16 paragraphe (3), 18, 19, 22, 23 paragraphe (1) alinéa b) et paragraphe (2), et 25 de la présente Convention, à condition qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou ne résident pas en permanence dans cet Etat.

### TITRE IV

#### Fonctions consulaires

#### Article 28

1. Le fonctionnaire consulaire exerce les fonctions énumérées dans le présent Titre dans sa circonscription consulaire. Il peut, en outre, exercer d'autres fonctions également, si celles-ci ne sont pas contraires aux lois et règlements de l'Etat de résidence.

2. Au cours de l'accomplissement de ses fonctions, le fonctionnaire consulaire peut s'adresser en personne ou par écrit aux autorités compétentes de la circonscription consulaire.

3. Le fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, exercer des fonctions consulaires en dehors de sa circonscription consulaire.

4. Le fonctionnaire consulaire est en droit de percevoir pour les actes consulaires des droits et taxes conformément aux dispositions législatives de l'Etat de résidence. Les sommes ainsi perçues sont exemptées de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

#### Article 29

Le fonctionnaire consulaire est habilité à :

a) protéger les droits et les intérêts de l'Etat d'envoi ainsi que ceux des ses ressortissants, y compris les personnes morales;

b) contribuer au développement des relations commerciales, économiques, maritimes, touristiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, de manière à promouvoir dans ces domaines également la coopération entre ces Etats.

#### Article 30

1. Le fonctionnaire consulaire est habilité à :

a) tenir un registre des ressortissants de l'Etat d'envoi;

b) dresser selon les lois et règlements de l'Etat d'envoi toutes les déclarations nécessaires, notamment en ce qui concerne les questions de nationalité;

c) être informé de la naissance et du décès des ressortissants de l'Etat d'envoi et à les immatriculer;

d) dresser des déclarations sur la situation de famille des ressortissants de l'Etat d'envoi selon les lois et règlements de cet Etat.

2. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe (1), le fonctionnaire consulaire informera les autorités compétentes de l'Etat de résidence sur les immatriculations effectuées au poste consulaire, pour autant que les lois et règlements de l'Etat de résidence l'exigent.

3. La disposition de l'alinéa c) du paragraphe (1) ne dispense pas les personnes intéressées de leurs obligations prévues par la législation de l'Etat de résidence.

#### Article 31

Le fonctionnaire consulaire a le droit de :

a) établir et renouveler aux ressortissants de l'Etat d'envoi des passeports, y introduire les modifications nécessaires et annuler les passeports :

b) délivrer des titres de voyage autorisant l'entrée dans l'Etat d'envoi et y introduire les modifications nécessaires ;

c) délivrer des visas autorisant l'entrée, la sortie et le transit.

#### Article 32

Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront sans retard le fonctionnaire consulaire de tous les accidents de la circulation survenus aux ressortissants de l'Etat d'envoi.

#### Article 33

Le fonctionnaire consulaire est en droit d'effectuer les actes suivants :

a) recevoir, dresser par écrit ou légaliser les déclarations des ressortissants de l'Etat d'envoi ;

b) dresser par écrit ou légaliser et garder les testaments des ressortissants de l'Etat d'envoi ;

c) dresser par écrit ou légaliser les actes juridiques conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi et les actes juridiques unilatéraux de ces ressortissants pour autant que ceux-ci ne s'opposent pas aux lois et règlements de l'Etat de résidence. Le fonctionnaire consulaire ne peut pas dresser par écrit et ne peut pas légaliser un acte juridique visant l'établissement ou le transfert d'un droit relatif à un immeuble dans l'Etat de résidence ;

d) dresser par écrit ou légaliser les actes juridiques conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence lorsque ceux-ci ont trait exclusivement à des intérêts existant dans le territoire de l'Etat d'envoi ou sont à exécuter sur le territoire de cet Etat, sous réserve qu'ils ne s'opposent pas aux lois et règlements de l'Etat de résidence ;

e) légaliser des pièces émanant des autorités de l'Etat d'envoi ou de l'Etat de résidence, ainsi que les copies, extraits et traduction de ces pièces ;

f) légaliser la signature apposée sur n'importe quel document par les ressortissants de l'Etat d'envoi si le contenu de celui-ci ne s'oppose pas aux lois et règlements de l'Etat de résidence ;

g) recevoir en dépôt des ressortissants de l'Etat d'envoi ou à l'intention de ceux-ci des éléments de patrimoine et des documents pourvu que cela soit admis par les lois et règlements de l'Etat de résidence ;

h) traduire les documents et en certifier la traduction conforme ;

i) délivrer des certificats d'origine pour les marchandises ;

j) faire tout autre acte rentrant dans ses fonctions pour autant que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas.

#### Article 34

Les documents établis, légalisés ou traduits par le fonctionnaire consulaire conformément à l'article 33, ont la même valeur juridique et la même force probante que s'ils étaient faits, légalisés ou traduits par les autorités ou institutions compétentes de l'Etat de résidence.

#### Article 35

En cas de besoin, le fonctionnaire consulaire peut présenter une proposition au tribunal ou à une autre autorité compétente de l'Etat de résidence sur la personne d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant de l'Etat d'envoi ou pour la sauvegarde des biens restés sans surveillance d'un tel ressortissant.

#### Article 36

1. En cas de décès dans l'Etat de résidence d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité compétente en avisera sans retard le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi et lui fera parvenir sans frais l'acte de décès ou tout autre document attestant le décès.

2. Au cas où l'autorité de l'Etat de résidence vient d'apprendre l'existence dans cet Etat d'une succession laissée par une personne de n'importe quelle nationalité dont est bénéficiaire un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité précitée en avisera sans retard le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi.

3. Dans l'intérêt de sauvegarder la succession mentionnée au paragraphe (2), l'autorité de l'Etat de résidence prendra les mesures nécessaires conformes aux lois et règlements de cet Etat pour la sauvegarde des biens successoraux, enverra la copie du testament - s'il y en a un - au fonctionnaire consulaire et l'informerá sur les héritiers, et les données ayant trait à l'état et à la valeur de la succession et lui fera savoir respectivement la date de l'ouverture de la succession et le stade où se trouve la procédure.

4. Le fonctionnaire consulaire pourra prêter son concours aux autorités compétentes de l'Etat de résidence pour la sauvegarde de la succession mentionnée au paragraphe (2), et notamment :

a) prendre des mesures permettant de prévenir les préjudices, y compris aussi la vente des biens meubles ;

b) désigner un curateur à la succession et régler toutes autres questions relatives à la conservation de la succession.

5. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi est intéressé à une succession ouverte sur le territoire de l'Etat de résidence, et qui ne réside pas dans cet Etat et n'y est pas représenté, le fonctionnaire consulaire a le droit de le représenter directement ou par la voie de son mandataire devant les tribunaux ou autres autorités de l'Etat de résidence.

6. Si après l'accomplissement des formalités relatives à la succession sur le territoire de l'Etat de résidence, les meubles de la succession ou le produit de la vente des meubles et immeubles échoient à un héritier ou légataire qui est ressortissant de l'Etat d'envoi, ne résidant pas dans le territoire de l'Etat de résidence et qui n'a pas désigné son mandataire, lesdits biens ou le produit de leur vente seront remis au poste consulaire de l'Etat d'envoi à condition :

a) que soit prouvée la qualité de l'héritier ou de légataire ;

b) que les organes compétents aient, s'il y a lieu, autorisé la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente ;

c) que toutes les dettes héréditaires, déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties;

d) que les droits de succession aient été payés ou garantis.

#### Article 37

1. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi qui n'a pas de domicile dans l'Etat de résidence, vient de décéder pendant son séjour sur le territoire de cet Etat, ses biens meubles seront remis sans aucune procédure particulière au fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi, à condition que les prétentions des créanciers du défunt dans l'Etat de résidence aient été satisfaites ou garanties.

2. Le fonctionnaire consulaire est en droit d'expoter sous réserve des lois et règlements de l'Etat de résidence, la succession mentionnée au paragraphe (1) du présent article et au paragraphe (6) de l'article 36.

#### Article 38

Le fonctionnaire consulaire est en droit de représenter devant les tribunaux de l'Etat de résidence les ressortissants de l'Etat d'envoi, lorsqu'en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts. Cette représentation cesse lorsque la personne représentée désigne un mandataire ou assure elle-même la sauvegarde de ses droits et intérêts.

#### Article 39

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de communiquer et s'entretenir avec les ressortissants de l'Etat d'envoi, les conseiller et leur prêter, en cas de besoin, toute assistance, y compris une assistance juridique. L'Etat de résidence n'entravera d'aucune façon le droit des ressortissants de l'Etat d'envoi de communiquer avec le poste consulaire ou de s'y rendre.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront sans retard et au plus tard dans trois jours le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi sur l'arrestation ou n'importe quelle limitation de la liberté personnelle d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.

3. Le fonctionnaire consulaire est habilité à visiter sans retard et au plus tard dans quatre jours à partir de l'arrestation et à prendre contact avec un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de sa liberté personnelle en vue d'assurer sa défense en justice.

4. Le fonctionnaire consulaire peut par intervalles raisonnables se rendre auprès et communiquer avec un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de liberté personnelle ou purgeant une peine privative de liberté.

5. Les droits visés aux paragraphes (3) et (4) ne peuvent s'exercer que dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que lesdits lois et règlements ne peuvent rendre ces droits inopérants.

#### Article 40

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de prêter toute assistance aux navires de l'Etat d'envoi dans les ports, la mer territoriale et les eaux intérieures de l'Etat de résidence.

2. Le fonctionnaire consulaire peut se rendre à bord des navires de l'Etat d'envoi. Le capitaine et les membres de l'équipage du navire peuvent contacter le fonctionnaire consulaire aussitôt que le navire est admis à la libre pratique.

3. Le fonctionnaire consulaire peut solliciter l'assistance des autorités de l'Etat de résidence dans toute affaire liée à ses fonctions ayant trait aux navires de l'Etat d'envoi, au capitaine et à l'équipage.

#### Article 41

Le fonctionnaire consulaire est habilité à :

a) examiner tout incident survenu à bord du navire de l'Etat d'envoi pendant son voyage ou dans le port, entendre le capitaine et les membres de l'équipage, viser les papiers de bord, recevoir des informations sur l'itinéraire et la destination du navire, ainsi que faciliter l'entrée au port du navire, son séjour au port et sa sortie du port, sans pour autant porter atteinte aux droits des autorités de l'Etat de résidence;

b) régler toute contestation entre le capitaine et les membres de l'équipage, y compris les différends ayant trait aux salaires et au contrat d'emploi pour autant que les lois et règlements de l'Etat d'envoi le permettent et que cela ne porte pas atteinte aux droits des autorités de l'Etat de résidence;

c) prendre des mesures permettant l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine et des membres de l'équipage;

d) recevoir, établir ou légaliser conformément à la législation de l'Etat d'envoi tout document ou déclaration ayant trait aux navires.

#### Article 42

1. Si un tribunal ou une autorité compétente de l'Etat de résidence a l'intention de prendre des mesures coercitives à bord d'un navire de l'Etat d'envoi ou désire entreprendre une enquête, les autorités compétentes de l'Etat de résidence en aviseront le fonctionnaire consulaire. L'avis doit lui parvenir avant la prise d'une telle mesure pour que le fonctionnaire consulaire ou son représentant puisse assister à l'exécution de celle-ci. Si le fonctionnaire consulaire ou son représentant n'a pas été présent, les autorités compétentes de l'Etat de résidence lui fourniront sur sa demande des renseignements détaillés.

2. Les dispositions du paragraphe (1) sont également applicables au cas où le capitaine ou un membre de l'équipage est interrogé à terre.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au contrôle régulier en matière de douane, de passeport et de santé publique ainsi qu'aux actes accomplis sur demande ou avec le consentement du capitaine du navire.

#### Article 43

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront dans les plus brefs délais le fonctionnaire consulaire lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage, échoue ou subit une avarie dans l'Etat de résidence et lorsqu'un bien, propriété d'un ressortissant de l'Etat d'envoi - y compris aussi les parties de la cargaison d'un navire avarié d'un Etat tiers - est trouvé sur la rive ou à proximité de la rive de l'Etat de résidence ou lorsqu'il est débarqué dans le port de cet Etat. De même, les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront le fonctionnaire consulaire des mesures déjà prises pour sauver les vies humaines, le navire, la cargaison du navire et autres biens se trouvant à bord du navire ou ceux appartenant au navire ou à sa cargaison mais éjectés du navire.

2. Le fonctionnaire consulaire peut prêter toute assistance aux navires mentionnés au paragraphe (1), à

leurs passagers et aux membres de l'équipage; à cet effet, il peut demander l'assistance des autorités compétentes de l'Etat de résidence. Le fonctionnaire consulaire peut prendre les mesures mentionnées au paragraphe (1) et faire le nécessaire pour la réparation du navire ou s'adresser aux autorités compétentes en leur demandant d'adopter de telles mesures.

3. Si un navire avarié de l'Etat d'envoi ou un bien appartenant au navire sont trouvés sur la rive ou à proximité de la rive de l'Etat de résidence et parviennent au port de l'Etat de résidence et ni le capitaine du navire, ni son propriétaire ou l'agent de ce dernier, ni l'assureur du navire ne sont pas à même de prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde du navire ou du bien en question ou d'en disposer, le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à prendre les mesures nécessaires que le propriétaire du navire prendrait lui-même à cet effet. Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux biens qui font partie de la cargaison du navire et sont propriété d'une personne physique ou morale de l'Etat d'envoi.

4. Si l'on trouve un objet quelconque sur la rive, à proximité de la rive ou dans le port de l'Etat de résidence, qui appartient à la cargaison d'un navire avarié d'un Etat tiers mais est propriété d'une personne physique ou morale de l'Etat d'envoi - à condition que ni le capitaine du navire, ni le propriétaire de l'objet ou son agent, ni les assureurs intéressés ne sont pas en mesure de pourvoir à la sauvegarde d'un tel objet ou d'en disposer - le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à prendre au nom du propriétaire les mesures que ce dernier prendrait lui-même à cet effet.

#### Article 44.

Les dispositions des articles 40-43 s'appliquent également aux avions de l'Etat d'envoi dans la mesure où elles sont susceptibles d'être appliquées.

### TITRE V

#### Dispositions

#### Finales

#### Article 45

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de l'échange des instruments de ratification. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Budapest.

2. La présente Convention restera en vigueur pour une période additionnelle de 6 mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura informé l'autre Partie contractante par écrit de son intention de dénoncer la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 18 mars 1977, en double exemplaire, rédigé en langue hellénique, hongroise et française, les rois textes faisant également foi. En cas de divergence, e texte français prévaut.

Pour le Président  
de la République  
Hellénique

DIMITRI S. BITSIOS  
Ministre des Affaires  
Etrangères

Pour le Conseil  
de Présidence  
de la République  
Populaire Hongroise

FRIGYES PUJA  
Ministre des Affaires  
Etrangères

### ΠΡΟΞΕΝΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Οὐγγρικῆς  
Λαϊκῆς Δημοκρατίας

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὠθούμενοι ἀπὸ τὴν ἐπιθυμίαν νὰ ἐνδυναμώσουν τὰς φιλικὰς σχέσεις μεταξύ τῶν δύο κρατῶν καὶ νὰ διακανονίσουν καὶ ἀναπτύξουν τὰς προξενικὰς σχέσεις μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, ἀποφάσισαν νὰ συνάψουν μίαν Προξενικὴν Σύμβασιν καὶ ὑπέδειξαν ὡς πληρεξουσίου πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὴν Α.Ε. τὸν κ. Δημήτριον Σ. Μπίτσιον, Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν, καὶ τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, τὴν Α.Ε. τὸν κ. Frigyes Puja, Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν, οἱ ὅποιοι, ἀφοῦ ἀντήλλαξαν τὰ ἀντίστοιχα πληρεξούσια ἔγγραφα τῶν, εὐρεθέντα ὡς καλῶς ἔχοντα, συμφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διατάξεων :

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

#### Ὅρισμοί.

#### \*Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ ἀκόλουθοι ὅροι νοοῦνται ὡς καθορίζονται κατωτέρω :

1. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὴ ἀρχὴ» νοεῖται πᾶν γενικὸν προξενεῖον, προξενεῖον, ὑποπροξενεῖον ἢ προξενικὸν πρακτορεῖον.

2. Διὰ τοῦ ὅρου «ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς» νοεῖται ὁ γενικὸς πρόξενος, ὁ πρόξενος, ὁ ὑποπρόξενος ἢ ὁ προξενικὸς πράκτωρ ὁ ὅποιος διευθύνει τὸ προξενεῖον.

3. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς λειτουργὸς» νοεῖται πᾶν πρόσωπον — συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς — τὸ ὅποιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον διὰ τὴν ἀσκήσιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

4. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς ὑπάλληλος» νοεῖται πᾶν πρόσωπον τὸ ὅποιον δὲν εἶναι προξενικὸς λειτουργὸς καὶ τὸ ὅποιον χρησιμοποιεῖται εἰς τὰς διοικητικὰς ἢ τεχνικὰς ὑπηρεσίας τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Ἐξ ἑτέρου, διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς ὑπάλληλος» νοοῦνται ἐπίσης τὰ μέλη τοῦ βοηθητικοῦ προσωπικοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

5. Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι.

6. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὴ περιφέρεια» νοεῖται ἡ ὑπαγομένη εἰς τὴν δικαιοδοσίαν μιᾶς προξενικῆς ἀρχῆς περιοχὴ ἐντὸς τῆς ὁποίας ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του.

7. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικοὶ χώροι» νοοῦνται τὰ κτίρια ἢ τμήματα τῶν κτιρίων καὶ τοῦ συνεχομένου οἰκοπέδου τὰ ὅποια, οἷοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ κύριος αὐτῶν, χρησιμοποιοῦνται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

8. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὰ ἀρχεῖα» νοοῦνται ἅπαντα τὰ χαρτιά, ἔγγραφα, ἀλληλογραφία, βιβλία, ταινία, μαγνητικαὶ ταινία καὶ πρωτόκολλα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς καὶ τὸ ὑλικὸν κωδικοποιήσεως καὶ κρυπτογραφήσεως, αἱ καρτελλοθήκαι καὶ τὰ ἐπιπλα, τὰ ὅποια προορίζονται διὰ τὴν προστασίαν καὶ τὴν διατήρησιν τῶν.

9. Διὰ τοῦ ὅρου «πλοῖον» ἢ «ἀεροσκάφος» νοεῖται τὸ πλοῖον τὸ ὅποιον δικαιούται νὰ φέρῃ τὴν σημαίαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τὸ ἀεροσκάφος τὸ ὅποιον εἶναι ἐγγεγραμμένον εἰς τὸ κράτος τοῦτο, μὲ τὴν ἐξάφαισιν τῶν πολεμικῶν σκαφῶν καὶ τῶν στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἐγκαθίδρυσις τῶν προξενικῶν ἀρχῶν.  
Διορισμὸς τῶν μελῶν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

## Ἄρθρον 2.

1. Μία προξενικὴ ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιδρυθῆ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς παρὰ μόνον μετὰ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους τούτου.

2. Ἡ ἔδρα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἡ τάξις τῆς καὶ ἡ προξενικὴ τῆς περιφέρειαι καθορίζονται δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας μεταξύ τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ κράτους διαμονῆς. Μεταγενέστεραι τροποποιήσεις δὲν δύναται νὰ ἐπέλθουν ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς παρὰ μόνον μετὰ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς.

## Ἄρθρον 3.

1. Παρὰ τοῦ διορισμοῦ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὸ κράτος ἀποστολῆς ζητεῖ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ τὸν ἐν λόγῳ διορισμὸν.

2. Μετὰ τὴν λήψιν τῆς συναίνεσεως, τὸ κράτος ἀποστολῆς ἐπιδίδει πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ ἕτερον ἔγγραφον σχετικὸν πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ ἕτερον ἀνάλογον ἔγγραφον πρέπει νὰ ἀναγράφῃ τὸ ἐπώνυμον καὶ τὸ ὄνομα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὴν ἐθνικότητά του, τὴν τάξιν του, τὴν προξενικὴν περιφέρειαν ἐντὸς τῆς ὁποίας θὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του καὶ τὴν ἔδραν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

3. Μετὰ τὴν ἐπίδοσιν τοῦ προξενικοῦ διπλώματος ἢ ἐτέρου ἔγγραφου σχετικοῦ πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὸ κράτος διαμονῆς ἐκδίδει τὸ ταχύτερον δυνατόν τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον ἢ ἕτερον σχετικὴν ἀδειαν.

4. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν δύναται νὰ ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντά του παρὰ μόνον μετὰ τὴν χορήγησιν τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου ἢ ἐτέρας ἀδείας ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς.

5. Τὸ κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀποδεχθῆ προσωρινῶς τὴν ἀσκήσιν καθήκοντων ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς πρὸ τῆς ἐκδόσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου ἢ ἐτέρας ἀδείας.

6. Κατὰ τὴν χορήγησιν ἀντιστοίχως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου ἢ ἐτέρας ἀδείας ἢ τῆς συναίνεσεως διὰ τὴν προσωρινὴν ἀσκήσιν τῶν προξενικῶν καθήκοντων, αἱ ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε νὰ δύναται ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

## Ἄρθρον 4.

Τὸ ἐπώνυμον, τὸ ὄνομα, ἡ ἐθνικότης, ἡ τάξις καὶ τὰ καθήκοντα τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ὁ ὁποῖος δὲν διορίζεται ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς θὰ γνωστοποιεῖται ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

## Ἄρθρον 5.

Μόνον ὑπῆκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς δύναται νὰ διορισθῆ προξενικὸς λειτουργός, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν θὰ εἶναι μόνιμος κάτοικος τοῦ κράτους διαμονῆς.

## Ἄρθρον 6.

Τὸ κράτος διαμονῆς δύναται, ἀνα πάσαν στιγμὴν καὶ χωρὶς νὰ ὀφείλῃ τὴν αἰτιολόγησιν τῆς ἀποφάσεώς του, νὰ γνωρίσῃ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ πρὸς τὸ κράτος ἀποστολῆς ὅτι ἀνακαλεῖ τὴν συναίνεσιν ἢ ἕτερον ἀδειαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ὅτι ἕτερον μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν εἶναι ἀποδεκτόν. Εἰς περίπτωσιν τοιαύτης γνωστοποιήσεως, τὸ κράτος ἀποστολῆς θὰ ἀνακαλέσῃ τὸν ἀρχηγὸν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ τὸ μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Ἐάν τὸ κράτος ἀποστολῆς δὲν ἐκτελέσῃ ἐντὸς εὐλόγου προθε-

σμίας τὴν ὑποχρέωσιν ταύτην, τὸ κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀρνηθῆ τὴν ἀναγνώρισιν εἰς τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον τῆς ιδιότητος τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ τοῦ μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίας.

## Ἄρθρον 7.

1. Τὸ κράτος διαμονῆς παρέχει εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ὅλας τὰς διευκολύνσεις διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν προξενικῶν καθήκοντων καὶ λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς νὰ δύναται νὰ ἐνασχοῦν τὰς ἐπίσημους πράξεις των καὶ νὰ ἀπολαύουν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρουσίας συμβάσεως προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

2. Τὸ κράτος διαμονῆς μεταχειρίζεται τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς μετὰ τοῦ προσήκοντος πρὸς αὐτοὺς σεβασμοῦ καὶ λαμβάνει ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν παρεμπόδισιν πάσης προσβολῆς κατὰ τοῦ προσώπου των, τῆς ἐλευθερίας των καὶ τῆς ἀξιοπρέπειάς των.

## Ἄρθρον 8.

1. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν δι' οἰανδήποτε αἰτίαν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς κωλύεται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἢ ἐάν ἡ προξενικὴ ἀρχὴ του εἶναι προσωρινῶς κενή, τὸ κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν προσωρινὴν διεύθυνσιν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀντιστοίχως εἰς ἓνα προξενικὸν λειτουργὸν τῆς ἀρχῆς αὐτῆς ἢ μίαν ἐτέρας ἀρχῆς λειτουργοῦσιν ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ εἰς ἓν μέλος τοῦ διπλωματικοῦ τοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. Τὸ ἐπώνυμον καὶ τὸ ὄνομα τοῦ προσώπου τούτου θὰ γνωστοποιεῖται ἐκ τῶν προτέρων εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ὁ προσωρινῶς διεύθυνων τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Οὗτος ὑπέχει τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις καὶ ἀπολαύει τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν, ὡς ἐάν εἶχε διορισθῆ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3 τῆς παρουσίας συμβάσεως.

3. Ὅσακις ἓν μέλος τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς διορίζεται ὡς προσωρινῶς διεύθυνων ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς, συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ ὅρους, συνεχίζει νὰ ἀπολαύῃ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

## Ἄρθρον 9.

1. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ διατάξεις τῆς παρουσίας Συμβάσεως ἐπεκτείνονται ὡσαύτως ἐπὶ τοῦ μέλους τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς τὸ ὁποῖον ἐπεφορτίσθῃ μετὰ προξενικὰ καθήκοντα ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ἡ προξενικὴ δραστηριότης τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον 1 προσώπου δὲν θίγεται διὰ διπλωματικὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας τούτου.

## Ἄρθρον 10.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς διατάξεις τοῦ κράτους διαμονῆς, τὸ κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀποκτήσῃ ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς κατὰ κυριότητα ἢ ἐπὶ μισθώσει οἰκόπεδα, ἀκίνητα καὶ τμήματα ἀκινήτων πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξευρέσεως χώρων διὰ τὴν προξενικὴν ἀρχὴν καὶ διὰ κατοικίας τῶν μελῶν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

2. Εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, τὸ κράτος διαμονῆς θὰ παρέχῃ τὴν βοήθειάν του εἰς τὸ κράτος ἀποστολῆς διὰ νὰ ἀποκτήσῃ κατὰ κυριότητα ἢ ἐπὶ μισθώσει οἰκόπεδα, ἀκίνητα ἢ τμήματα ἀκινήτων τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὴν παράγραφον 1 σκοποὺς.

## \*Άρθρον 11.

1. 'Ο θυρεός μετά τῶν ἐμβλημάτων, ὡς καὶ ἡ ἐπιγραφή τῆς προξενικῆς ἀρχῆς εἰς τὴν γλώσσαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ εἰς τὴν γλώσσαν τοῦ κράτους διαμονῆς δύνανται νὰ τοποθετηθοῦν ἐπὶ τοῦ ἀκινήτου ἔπου ἐδρεύει ἡ προξενικὴ ἀρχή.

2. 'Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ κράτους ἀποστολῆς δύνανται νὰ ὑφουταὶ ἐπὶ τοῦ κτιρίου τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ἐπὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

3. 'Ο ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δύνανται νὰ ἀναρτᾷ ἐπὶ τῶν μεταφορικῶν του μέσων τὴν σημαίαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

4. Κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 δικαιωμάτων, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ἑξῆς οἱ νόμοι, κανονισμοὶ καὶ συνήθειαι τοῦ κράτους διαμονῆς.

## \*Άρθρον 12.

1. Οἱ προξενικοὶ χώροι εἶναι ἀπαραβίαστοι.

2. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς δὲν δύνανται νὰ εἰσχωρήσων ἐντὸς τῶν προξενικῶν χώρων χωρὶς τὴν ἄδειαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τῶν προσώπων τὰ ὁποῖα ὑπεδείχθησαν ὑπ' αὐτῶν.

3. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ἐπίσης ὡς πρὸς τὴν κατοικίαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

4. Οἱ προξενικοὶ χώροι δὲν θὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ τρόπον ἀσυμβίβαστον μετὰ τὴν ἀσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

5. Τὸ κράτος διαμονῆς θὰ λαμβάνῃ τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν χώρων τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

## \*Άρθρον 13.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα εἶναι ἀπαραβίαστα κατὰ πάντα χρόνον καὶ ὅπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκωνται. \*Ἐγγραφα μὴ ἐπίσημα δὲν πρέπει νὰ φυλάσσωνται ἐντὸς τῶν προξενικῶν ἀρχείων.

## \*Άρθρον 14.

1. Τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει καὶ προστατεύει τὴν ἐλευθερίαν ἐπικοινωνίας τῆς προξενικῆς ἀρχῆς διὰ πάντας τοὺς ἐπίσημους σκοποὺς. \*Ἡ προξενικὴ ἀρχή, ἐπικοινωνουῦσα μετὰ τὴν κυβέρνησιν, τὰς διπλωματικὰς ἀποστολάς καὶ τὰς ἄλλας προξενικὰς ἀρχὰς τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὅπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκωνται, δύνανται νὰ χρησιμοποιῶν ἅπαντα τὰ κατάλληλα μέσα ἐπικοινωνίας, ὡς ἐπίσης καὶ τοὺς διπλωματικούς ἢ προξενικούς ταχυδρόμους καὶ τὰ κωδικοποιημένα ἢ κρυπτογραφημένα μηνύματα. \*Ἐν τούτοις ὁ προξενικός σάκκος δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῆ παρὰ μόνον διὰ τὴν ἐπικοινωνίαν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς μετὰ τὴν κυβέρνησιν, τὴν διπλωματικὴν ἀποστολὴν καὶ τὰς προξενικὰς ἀρχὰς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. \*Ἡ προξενικὴ ἀρχὴ δὲν δύνανται νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ χρησιμοποιεῖ ραδιο-πομπὴν παρὰ μόνον μετὰ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. \*Ἡ ἐπίσημος ἀλληλογραφία τῆς προξενικῆς ἀρχῆς εἶναι ἀπαραβίαστος.

3. \*Ο προξενικός σάκκος πρέπει νὰ φέρῃ εὐδιακρίτους ἐξωτερικὰς ἐνδείξεις τοῦ χαρακτῆρος του καὶ δὲν δύνανται νὰ περιέχῃ παρὰ μόνον τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν, ὡς καὶ τὰ ἔγγραφα καὶ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα προορίζονται νὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὰς ὑπηρεσιακὰς ἀνάγκας.

4. \*Ο προξενικός σάκκος δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἀνοιχθῆ οὔτε νὰ παρακρατηθῆ. \*Ἐν τούτοις, ἂν αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς ἔχουν σοβαροὺς λόγους νὰ πιστεύουν ὅτι ὁ προξενικός σάκκος περιέχῃ ἄλλα ἀντικείμενα πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἀνεφέρθησαν ἀνωτέρω, δύνανται νὰ ζητήσουν ὅπως ὁ σάκκος ἐπιστραφῆ εἰς τὸν τύπον προελεύσεώς του.

5. \*Ο προξενικός ταχυδρόμος ὀφείλει νὰ φέρῃ μετ' ἑαυτοῦ ἐπίσημον ἔγγραφον βεβαιοῦν τὴν ιδιότητά του καὶ καθορίζον τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀπαρτιζόντων τὸν προξενικὸν σάκκον

δεμάτων. Δὲν δύνανται νὰ εἶναι προξενικός ταχυδρόμος παρὰ μόνον ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὁ ὁποῖος δὲν κατοικεῖ ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκπληρώσεως τῶν καθηκόντων του, ὁ προξενικός ταχυδρόμος εὑρίσκεται ὑπὸ τὴν προστασίαν τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ ἀπολαβεῖ τοῦ ἀπαραβίαστου τοῦ προσώπου του, μὴ δυνάμενος οὔτε νὰ συλληφθῆ, οὔτε νὰ κρατηθῆ, οὔτε νὰ ὑποστῆ οἰασδῆποτε μορφῆς περιορισμὸν τῆς προσωπικῆς του ἐλευθερίας.

6. \*Ο προξενικός σάκκος δύνανται νὰ παραδοθῆ εἰς τὸν κυβερνήτην πλοίου ἢ ἀεροσκάφους. \*Ο ἐν λόγῳ κυβερνήτης πρέπει νὰ εἶναι ἐφοδιασμένος μετὰ ἐπίσημον ἔγγραφον ἐμφανῶν τὸν ἀριθμὸν τῶν δεμάτων τὰ ὁποῖα ἀπαρτίζουν τὸν προξενικὸν σάκκον. \*Ἐν τούτοις, οὗτος δὲν θὰ θεωρηθῆ προξενικός ταχυδρόμος. \*Ἐν μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δύνανται ἐλευθέρως νὰ παραλάβῃ τὸν προξενικὸν σάκκον ἀπ' εὐθείας ἀπὸ τὰς χεῖρας τοῦ κυβερνήτου τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἀεροσκάφους, ὡς ἐπίσης καὶ νὰ τὸν παραδώσῃ εἰς αὐτὸν κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον.

## \*Άρθρον 15.

1. \*Ο ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπολαβεῖ ποινικῆς ἑτεροδικίας εἰς τὸ κράτος διαμονῆς. \*Απολαβεῖ τοῦ ἀπαραβίαστου τοῦ προσώπου του καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν δύνανται οὔτε νὰ συλληφθῆ, οὔτε νὰ κρατηθῆ, οὔτε νὰ ὑποστῆ οἰασδῆποτε μορφῆς περιορισμὸν τῆς ἐλευθερίας του.

2. \*Ο ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπολαβεῖ ἐπίσης ἀστικῆς καὶ διοικητικῆς ἑτεροδικίας εἰς τὸ κράτος διαμονῆς, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται :

α) περὶ ἐμπραγμάτων ἀγωγῆς ἀφορώσης ἰδιωτικῶν ἀκίνητων κείμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐκτὸς ἐὰν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς κατέχῃ τούτο διὰ λογαριασμὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

β) περὶ ἀγωγῆς ἀφορώσης κληρονομίαν, εἰς τὴν ὁποίαν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἐμφανίζεται ὡς ἐκτελεστῆς διαθήκης, διαχειριστῆς, κληρονόμος, ἢ κληροδόχος, ἰδίῳ ὀνόματι καὶ ὄχι ἐν ὀνόματι τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

γ) περὶ ἀγωγῆς ἀφορώσης οἰανδήποτε ἐπαγγελματικὴν ἢ ἐμπορικὴν δραστηριότητα, ἀσκουμένην ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἐκτὸς τῶν ἐπίσημων καθηκόντων του.

δ) περὶ ἀγωγῆς ἀσκουμένης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίας προκυπτούσας ἐξ ἀδικήματος προκληθέντος ὑπὸ αὐτοκινήτου, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους, ἐντὸς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

3. Οὐδὲν μέτρον ἐκτελέσεως δύνανται νὰ ληφθῆ ἐναντι τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, πλὴν τῶν περιπτώσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἐδάφια α) β) γ) καὶ δ) τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἐκτέλεσις δύνανται νὰ λάβῃ χώραν χωρὶς νὰ προσβάλλεται τὸ ἀπαραβίαστον τοῦ προσώπου του ἢ τῆς κατοικίας του.

4. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ πράξεις τελεσθείσας κατὰ τὴν ἀσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων των.

5. \*Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται εἰς περιπτώσιν ἀστικῆς ἀγωγῆς :

α) ἀπορρεύσεως ἐκ τῆς συνάψεως συμβάσεως ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ ὑπὸ προξενικοῦ ὑπαλλήλου ὁ ὁποῖος ὁμως δὲν συνῆψε ταύτην ρητῶς ἢ σιωπηρῶς ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ

β) ἐγερθείσης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίας προκυπτούσας ἐξ ἀτυχήματος προκληθέντος ὑπὸ αὐτοκινήτου, πλοίου, ἢ ἀεροσκάφους ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

6. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι δὲν δύνανται οὔτε νὰ συλληφθοῦν, οὔτε νὰ κρατηθοῦν, οὔτε νὰ ὑποστοῦν οἰασδῆποτε μορφῆς στέρησιν τῆς ἐλευθερίας των διὰ πράξεις τελεσθείσας ἐκτὸς τῆς ἀσκήσεως τῶν καθηκόντων των,

παρά μόνον όταν πρόκειται περί βαρέως ἐκ προθέσεως ἐγκλήματος, τὸ ὁποῖον τιμωρεῖται κατὰ τὴν νομοθεσίαν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ στερεητικῆς τῆς ἐλευθερίας ποινῆς τῆς ὁποίας τὸ ἐλάχιστον εἶναι τοῦλάχιστον πέντε ἔτη ἢ διὰ βαρύτερας ποινῆς καὶ ἐπὶ τῇ βάσει ἀποφάσεως προερχομένης ἐκ μίας δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ κράτους τούτου ἀρμοδίας ἐπὶ ποινικῶν θεμάτων.

Ἐκτὸς τῶν ἀνωτέρω περιπτώσεων, δὲν δύνανται νὰ φυλακισθοῦν, οὔτε νὰ υποστοῦν οἰασθῆποτε ἄλλης μορφῆς περιορισμὸν τῆς προσωπικῆς των ἐλευθερίας, εἰ μὴ μόνον εἰς ἐκτέλεσιν ὀριστικῆς ποινικῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως.

7. Εἰς περίπτωσιν ποινικῆς διώξεως ἢ συλλήψεως, κρατήσεως ἢ οἰασθῆποτε μορφῆς περιορισμοῦ τῆς ἐλευθερίας ἑνὸς μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς ὑποχρεοῦνται νὰ εἰδοποιήσουν περὶ τούτου ἀμελλητὶ τὸν ἀρχηγὸν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

8. Ὄταν μία ποινικὴ διαδικασία κινῆται ἐναντίον μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, αὕτη διεξάγεται ταχέως καὶ κατὰ τρόπον παρενοχλοῦντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του ἐντὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

#### Ἄρθρον 16.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ ὑπάλληλοι δύνανται νὰ κληθοῦν ὅπως καταθέσουν ὡς μάρτυρες τῇ αἰτήσει τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς. Ἐν τούτοις, οὐδὲν καταναγκαστικὸν μέτρον ἢ ἔτερα κύρωσις δύνανται νὰ ληφθῆ ἐναντί τῶν ὡς ἄνω προσώπων.

2. Ἡ ἀρχὴ ἢ ὁποία ζητεῖ τὴν μαρτυρίαν ὀφείλει νὰ ἀποφύγῃ ὅπως παρενοχλήσῃ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἢ ὑπάλληλον κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του ἢ τῶν ὑποχρεώσεών του. Αὕτη δύνανται νὰ λάβῃ μαρτυρικὴν κατάθεσιν του εἰς τὴν κατοικίαν του ἢ εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἢ νὰ δεχθῆ ἐγγράφον δήλωσιν ἐκ μέρους του, ὅσαίσι τούτο εἶναι δυνατόν.

3. Τὰ μέλη μίας προξενικῆς ἀρχῆς δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ καταθέσουν ἐπὶ γεγονότων ἐχόντων σχέσιν πρὸς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων των καὶ νὰ προσκομίσουν τὴν ἀλληλογραφίαν καὶ τὰ ἐπίσημα ἐγγράφα τὰ ὁποία σχετίζονται πρὸς αὐτήν. Ἐχουν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνοῦνται τὴν ἐξέτασιν των ὡς πραγματογνώμονες διὰ θέματα ἐθνικοῦ δικαίου τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

#### Ἄρθρον 17.

1. Τὸ κράτος ἀποστολῆς δύνανται νὰ παραιτηθῆ τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τὰ ὁποία καθορίζονται εἰς τὰ ἄρθρα 15 καὶ 16. Ἡ παραίτησις αὕτη πρέπει πάντοτε νὰ εἶναι ρητὴ καὶ νὰ ἀνακρινοῦται ἐγγράφως εἰς τὸ κράτος διαμονῆς.

2. Ἐὰν ἓνας προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ἓνας προξενικὸς ὑπάλληλος ἐγείρῃ μίαν ἀγωγὴν εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν οὗτος θὰ ἐκαλύπτετο ὑπὸ τῆς ἑτεροδικίας, δὲν δύνανται νὰ ἐπικαλεσθῆ τὴν τοιαύτην ἑτεροδικίαν ἐναντι πάσης ἀναγωγῆς ἀμέσως συνδεομένης πρὸς τὴν κυρίαν ἀγωγὴν.

3. Ἡ παραίτησις ἀπὸ τῆς ἑτεροδικίας διὰ μίαν ἀσκήσιν ἢ διοικητικὴν δίκην δὲν θεωρεῖται ὅτι συνεπάγεται τὴν παραίτησιν ἀπὸ τῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰ μέτρα ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως. Διὰ τὰ τοιαῦτα μέτρα ἐκτελέσεως, μία κενωρισμένη παραίτησις εἶναι ἀναγκαία.

#### Ἄρθρον 18.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται τῆς ὑπηρεσίας εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ὡς καὶ πάσης ἄλλης ὑπηρεσίας δημοσίου συμφέροντος ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

#### Ἄρθρον 19.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἀπὸ πάσης ὑποχρεώσεως ἢ ὁποία προβλέπεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς σχετικῶς πρὸς τὴν καταγραφὴν τῶν ἀλλοδαπῶν καὶ τὴν ἄδειαν διαμονῆς.

#### Ἄρθρον 20.

1. Τὸ κράτος ἀποστολῆς ἀπαλλάσσεται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἀπὸ τῆς ἐπιβολῆς καὶ τῆς εἰσπράξεως φόρων καὶ τελῶν :

α) προκειμένου περὶ οἰκοπέδων, ἀκινήτων ἢ τμημάτων ἀκινήτων χρησιμοποιουμένων ἀποκλειστικῶς διὰ προξενικῶν σκοποῦ, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὰ ὁποία ἀνήκουν κατὰ κυριότητα ἢ ἐμισθώθησαν ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ὑπὸ τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον συνεβλήθη ἐπ' ὀνόματί του·

β) προκειμένου περὶ δικαιοπραξιῶν ἢ ἐγγράφων τὰ ὁποία ἔχουν σχέσιν πρὸς τὰ τοιαῦτα ἀκίνητα, εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ κράτος ἀποστολῆς τὰ ἀγοράζει ἀποκλειστικῶς διὰ προξενικῶν σκοποῦ·

2. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι, κατὰ τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐπιβαρύνουν τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον συνεβλήθη μετὰ τὸ κράτος ἀποστολῆς.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

#### Ἄρθρον 21.

Τὸ κράτος διαμονῆς δὲν ἐπιβάλλει καὶ δὲν εἰσπράττει φόρους ἢ τέλη οἰασθῆποτε φύσεως, τοὺς ὁποίους τὸ κράτος ἀποστολῆς θὰ ὑπεχρεῖτο νὰ καταβάλῃ δυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐπὶ τῶν κινήτων τὰ ὁποία ἀνήκουν κατὰ κυριότητα, κατέχονται ἢ χρησιμοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς διὰ προξενικῶν σκοποῦ ἢ ἐπὶ τῆς κτήσεως τῶν τοιούτων κινήτων. Ἐν τούτοις, ἡ ἐν λόγῳ ἀπαλλαγὴ δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι συμπεριλαμβάνονται ἐντὸς τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν.

#### Ἄρθρον 22.

1. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἀπὸ τῶν φόρων καὶ τελῶν τοὺς ὁποίους τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιβάλλει ἐπὶ τῶν ἀποδοχῶν τῶν λαμβανομένων διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν ὑπηρεσιακῶν ὑποχρεώσεων.

2. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἀπάντων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ τῶν τοπικῶν του ὀργάνων, μετὰ τὴν ἐξαίρεσιν :

α) τῶν ἐμμέσων φόρων οἱ ὁποῖοι ἐνσωματοῦνται ἐντὸς τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν·

β) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀκινήτων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 20·

γ) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἐπὶ τῶν κληρονομιῶν ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου καὶ ἐπὶ τῆς μεταβιβάσεως καὶ τῆς κτήσεως τοῦ δικαίωματος κυριότητος ἐπὶ τῶν ἀγαθῶν·

δ) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν εἰσοδημάτων τὰ ὁποία ἔχουν τὴν πηγὴν των ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ε) τῶν τελῶν μεταγραφῆς, δικαστικῶν, ὑποθήκης καὶ χαρτοσήμου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 20·

στ) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

#### Ἄρθρον 23.

1. Συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς του, τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει τὴν εἰσόδον καὶ τὴν ἐξόδον καὶ χορηγεῖ τὴν ἀπαλλαγὴν ἀπὸ παντὸς δασμοῦ, τέλους καὶ ἑτέρας σχετικῆς ὀφειλῆς, πλὴν τῶν ἐξόδων ἀποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ συναφῶν ἐξόδων δι' ἀναλόγους ὑπηρεσίας, ὡς πρὸς :

α) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν ἐπίσημον χρῆσιν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς·

β) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν προσωπικὴν χρῆσιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν εἰδῶν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἐγκατάστασιν του.

2. Οί προξενικοί υπάλληλοι ἀπολαύουν τῶν ἀπαλλαγῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἐδάφιον β) τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα εἰσάγονται κατὰ τὴν πρώτην τῶν ἐγκατάστασι.

3. Ὁ ὅρος «ἀντικείμενα» περιλαμβάνει ἐπίσης τὰ μεταφορικά μέσα.

4. Οἱ προξενικοί λειτουργοὶ καὶ τὰ μέλη τῶν οἰκογενειῶν τῶν ἀπαλλάσσονται ἀπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προσωπικῶν τῶν ἀποσκευῶν ἐκτὸς ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ λόγοι ὑποψίας ὅτι αὐταὶ περιέχουν ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα δὲν ὑπάγονται εἰς τὰς ἀπαλλαγὰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν παράγραφον (1), ἐδάφιον β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἀντικείμενα τῶν ὁποίων ἡ εἰσαγωγή ἢ ἡ ἐξαγωγή ἀπαγορεύεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ ὑπὸκεινται εἰς τοὺς κανονισμοὺς καθάρσεως τοῦ κράτους διαμονῆς. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν, ὁ ἔλεγχος δὲν δύναται νὰ λάβῃ χώραν παρὰ μόνον παρουσία τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ, τοῦ μέλους τῆς οἰκογενείας του ἢ τοῦ ἐξουσιοδοτημένου ἀντιπροσώπου των.

#### Ἄρθρον 24.

Ἄπαντα τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἀπολαύουν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν δυνάμει τῆς παρουσίας Συμβάσεως ὀφείλουν νὰ σέβωνται, ἐπιφυλαττομένων τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν των, τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς, συμπεριλαμβανομένων τῶν κανόνων τῶν ἀφορώντων εἰς τὴν ὀδικὴν κυκλοφορίαν καὶ τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ὑποχρεωτικὴν ἀσφάλισιν τῶν αὐτοκινήτων.

#### Ἄρθρον 25.

ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῶν ἀφορώντων εἰς τὰς ζῶνας ἐντὸς τῶν ὁποίων, διὰ λόγους κρατικῆς ἀσφαλείας, ἡ εἴσοδος εἶναι ἀπηγορευμένη ἢ ἐλεγχόμενη, τὸ κράτος διαμονῆς ἐξασφαλίζει εἰς ὅλα τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τὴν ἐλευθερίαν κυκλοφορίας καὶ μετακινήσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του.

#### Ἄρθρον 26.

Οἱ προξενικοί υπάλληλοι οἱ ὁποῖοι εἶναι ὑπῆκοοι τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ κράτους τούτου, δὲν ἀπολαύουν τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τὰ ὁποῖα προβλέπονται ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου (3) τοῦ ἄρθρου 16.

#### Ἄρθρον 27.

Τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ τῶν προξενικῶν υπαλλήλων τὰ ὁποῖα διαβιοῦν ὑπὸ τὴν αὐτὴν στέγην ἀπολαύουν τῶν προνομίων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 15 παράγραφος (7), 16 παράγραφος (3), 18, 19, 22, 23 παράγραφος (1) ἐδάφιον β) καὶ παράγραφος (2) καὶ 25 τῆς παρουσίας Συμβάσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν εἶναι ὑπῆκοοι τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ δὲν κατοικοῦν μόνιμως ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

#### Προξενικὰ καθήκοντα.

#### Ἄρθρον 28.

1. Ὁ προξενικός λειτουργὸς ἀσχεῖ τὰ καθήκοντά του τὰ ἀριθμοῦμενα εἰς τὸ παρὸν Κεφάλαιον ἐντὸς τῆς προξενικῆς του περιφέρειας. Δύναται, ἐπὶ πλέον, νὰ ἀσχεῖ ἐπίσης καὶ ἕτερα καθήκοντα, ἐὰν ταῦτα δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του ὁ προξενικός λειτουργὸς δύναται νὰ ἀπευθίνεται αὐτοπροσώπως ἢ ἐγγράφως εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τῆς προξενικῆς του περιφέρειας.

3. Ὁ προξενικός λειτουργὸς δύναται, κατόπιν συναινεσεως τοῦ κράτους διαμονῆς, νὰ ἀσχεῖ προξενικὰ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς προξενικῆς του περιφέρειας.

4. Ὁ προξενικός λειτουργὸς δικαιούται νὰ εἰσπράττῃ διὰ τὰς προξενικὰς πράξεις δικαιοῦματα καὶ τέλη συμφώνως

πρὸς τὰς νομοθετικὰς διατάξεις τοῦ κράτους διαμονῆς. Τὰ οὕτως εἰσπραττόμενα ποσὰ ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου καὶ τέλους ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

#### Ἄρθρον 29.

Ὁ προξενικός λειτουργὸς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νὰ :

- προστατεύῃ τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντα τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὡς καὶ τῶν ὑπῆκόων του, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν νομικῶν προσώπων·

- συμβάλλῃ εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν, ναυτιλιακῶν, τουριστικῶν, μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ κράτους διαμονῆς, κατὰ τρόπον ὥστε νὰ προάγῃ ὁμοίως καὶ εἰς τοὺς τομεῖς τούτους τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν κρατῶν αὐτῶν.

#### Ἄρθρον 30.

1. Ὁ προξενικός λειτουργὸς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νὰ :

- τηρῇ μητρῶον τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς.
- συντάσῃ συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἀπάσας τὰς ἀναγκαίας δηλώσεις, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ τὰ ζητήματα ἰθαγενείας.

- τηρῆται ἐνήμερος τῶν γεννήσεων καὶ τῶν θανάτων τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ νὰ καταχωρίζῃ τὰ γεγονότα ταῦτα.

- συντάσῃ δηλώσεις περὶ τῆς οἰκογενειακῆς καταστάσεως τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους τούτου.

2. Συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον γ) τῆς παραγράφου (1) ὁ προξενικός λειτουργὸς ἐνημερώνει τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ κράτους διαμονῆς περὶ τῶν πραγματοποιηθέντων εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν καταχωρίσεων, καθ' ὃ μέτρον ἀπαιτοῦν τοῦτο οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ κράτους διαμονῆς.

3. Ἡ διάταξις τοῦ ἐδαφίου γ) τῆς παραγράφου (1) δὲν ἀπαλλάσσει τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα τῶν ὑποχρεώσεων των, αἱ ὁποῖα προβλέπονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς.

#### Ἄρθρον 31.

Ὁ προξενικός λειτουργὸς δικαιούται νὰ :

- ἐκδίδῃ καὶ ἀνανεῶνῃ διαβατήρια εἰς τοὺς ὑπῆκοὺς τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἐπιφέρῃ εἰς αὐτὰ τὰς ἀναγκαίας τροποποιήσεις καὶ ἀκυρώσῃ τὰ διαβατήρια.

- ἐκδίδῃ ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα ἐπιτρέποντα τὴν εἴσοδον εἰς τὸ κράτος ἀποστολῆς καὶ ἐπιφέρῃ εἰς αὐτὰ τὰς ἀναγκαίας τροποποιήσεις.

- χορηγῇ θεωρήσεις ἐπιτρεπούσας τὴν εἴσοδον τὴν ἔξοδον καὶ τὴν διέλευσιν.

#### Ἄρθρον 32.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς πληροφοροῦν ἀμελλητί τὸν προξενικὸν λειτουργὸν περὶ ἀπάντων τῶν δυστυχημάτων τῆς κυκλοφορίας ἐπισυμβάντων εἰς τοὺς ὑπῆκοὺς τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

#### Ἄρθρον 33.

Ὁ προξενικός λειτουργὸς δικαιούται νὰ ἐκτελῇ τὰς κάτωθι πράξεις :

- νὰ δέχῃται, συντάσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώσῃ τὰς δηλώσεις τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς·

- νὰ συντάσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώσῃ καὶ φυλάττῃ τὰς διαθήκας τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς·

- νὰ συντάσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώσῃ τὰς δικαιοπραξίας τὰς συναπτομένας μεταξὺ τῶν ὑπῆκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τὰς μονομερεῖς δικαιοπραξίας τῶν ὑπῆκόων τούτων καθ' ὃ μέτρον αὐταὶ δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς. Ὁ προξενικός λειτουργὸς δὲν δύναται νὰ συντάξῃ ἐγγράφως καὶ δὲν δύναται νὰ ἐπικυρώσῃ μίαν δικαιοπραξίαν ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν δημιουργίαν ἢ τὴν μεταβίβασιν δικαιοῦματος ἐπὶ ἀκινήτου ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς·

δ) να συντάσσει έγγραφως ή επικυρώνη τὰς δικαιαιοπραξίας τὰς συναπτομένας μεταξὺ τῶν ὑπηρετικῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, ὡσάκις αὐταὶ ἀναφέρονται ἀποκλειστικῶς εἰς συμφέροντα ὑφισταμένα ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ ἐκτελεστέα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους τούτου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἧτι δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ε) νὰ επικυρώνη ἔγγραφα προερχόμενα ἐκ τῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τοῦ κράτους διαμονῆς, ὡς ἐπίσης καὶ ἀντίγραφα, ἀποσπάσματα καὶ μετάφρασιν τῶν ἐγγράφων τούτων·

στ) νὰ βεβαιώνη τὸ γνήσιον τῆς ὑπογραφῆς τῆς τιθεμένης ἐπὶ οἰουδήποτε ἐγγράφου ὑπὸ τῶν ὑπηρετικῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἐὰν τὸ περιεχόμενον τούτου δὲν ἀντίκειται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ζ) νὰ δέχεται πρὸς φύλαξιν παρὰ τῶν ὑπηρετικῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ ἀπευθυνόμενα πρὸς τούτους περιουσιακὰ στοιχεῖα καὶ ἔγγραφα, ἐφ' ὅσον τοῦτο γίνεται δεκτὸν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς·

ι) νὰ τελῇ πᾶσαν ἐτέραν πράξιν ὑπεισερχομένην εἰς τὸν κύκλον τῶν καθηκόντων του, καθ' ὃ μέτρον οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ κράτους διαμονῆς δὲν ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο.

#### Ἄρθρον 34.

Τὰ ἔγγραφα τὰ ὅποια ἐξεδόθησαν, ἐπεκυρώθησαν ἢ μεταφράσθησαν ὑπὸ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 33, ἔχουν τὴν αὐτὴν νομικὴν ἀξίαν καὶ τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχὺν ὡς ἐὰν εἶχον ἐκδοθῆ, ἐπικυρωθῆ ἢ μεταφρασθῆ ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἢ ὀργάνων τοῦ κράτους διαμονῆς.

#### Ἄρθρον 35.

Εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὸ δικαστήριον ἢ εἰς πᾶσαν ἐτέραν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ κράτους διαμονῆς ἐπίτροπον ἢ κηδεμόνα δι' ὑπηρετικὸν τινα τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ διὰ τὴν διαφύλαξιν περιουσιακῶν στοιχείων ἐνδὸς τοιοῦτου ὑπηρετικοῦ τὰ ὅποια παρέμειναν ἄνευ ἐποπτείας.

#### Ἄρθρον 36.

1. Εἰς περίπτωσιν θανάτου ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἐνδὸς ὑπηρετικοῦ τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἢ ἀρμοδία ἀρχὴ εἰδοποιεῖ ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ διαβιβάζει ἀνεξόδως τὴν ληξιαρχικὴν πράξιν θανάτου ἢ πᾶν ἕτερον ἔγγραφον πιστοποιοῦν τὸν θάνατον.

2. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ ἀρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς ἤθελε πληροφορηθῆ τὴν ὑπαρξίν ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου κληρονομίας καταληφθείσης ὑπὸ προσώπου τινὸς οἰασδήποτε ἐθνικότητος καὶ τῆς ὁποίας δικαιοῦχος εἶναι ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς, ἢ ἀνωτέρω μνημονευομένη ἀρχὴ εἰδοποιεῖ περὶ τούτου ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

3. Πρὸς τὸν σκοπὸν προστασίας τῆς περιουσίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον 2, ἢ ἀρμοδία ἀρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους τούτου διὰ τὴν προστασίαν τῶν κληρονομιῶν ἀγαθῶν, ἀποστέλλει τὸ ἀντίγραφον τῆς διαθήκης — ἐὰν ὑπάρχῃ τοιαύτη — εἰς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν καὶ ἐνημερώνει αὐτὸν περὶ τῶν κληρονομῶν καὶ τῶν στοιχείων σχέσιν ἐχόντων πρὸς τὴν κατάστασιν καὶ τὴν ἀξίαν τῆς κληρονομίας καὶ γνωστοποιεῖ εἰς αὐτὸν ἀντιστοίχως τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς κληρονομικῆς διαδικασίας καὶ τὸ στάδιον εἰς τὸ ὅποιον εὕρεσκαται αὕτη.

4. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ συνδράμῃ τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ τὴν προστασίαν τῆς κληρονομίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον 2 καὶ ἰδίᾳ :

α) νὰ λαμβάνη μέτρα ἐπιτρέποντα τὴν πρόληψιν τῶν ζημιῶν, συμπεριλαμβανομένης ἐπίσης καὶ τῆς πωλήσεως τῶν κινητῶν·

β) νὰ διορίζῃ κηδεμόνα κληρονομίας καὶ νὰ διακανονίζῃ πᾶν ἕτερον θέμα σχετικὸν πρὸς τὴν διαφύλαξιν τῆς κληρονομίας.

5. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἔχει ἔνομον συμφέρον ἐπὶ κληρονομίας ὑφισταμένης ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ δὲν κατοικεῖ εἰς τὸ κράτος τοῦτο οὔτε ἀντιπροσωπεύεται εἰς αὐτό, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ τὸν ἀντιπροσωπεύῃ ἀμέσως ἢ διὰ τοῦ πληρεξουσίου του ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ ἐτέρων ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

6. Ἐὰν, μετὰ τὴν δλοκλήρωσιν τῶν διατυπώσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν κληρονομίαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, τὰ κληρονομιαῖα κινητὰ ἢ τὸ προῖον ἐκ τῆς πωλήσεως τῶν κινητῶν καὶ ἀκινήτων περιέρχονται εἰς κληρονομὸν τινα ἢ κληροδόχον, ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς, μὴ κατοικοῦντα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ μὴ ἔχοντα διορίσει πληρεξούσιον, ἢ ἐν λόγῳ περιουσία ἢ τὸ προῖον ἐκ τῆς πωλήσεως τῆς ἀποδίδονται εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὑπὸ τὸν ὄρον :

α) ὅτι ἀπεδείχθη ἡ ἰδιότης τοῦ κληρονόμου ἢ τοῦ κληροδόχου·

β) ὅτι τὰ ἀρμόδια ὄργανα ἐπέτρεψαν, ἐὰν συντρέχῃ περίπτωσης, τὴν ἀπόδοσιν τῶν κληρονομιῶν ἀγαθῶν ἢ τοῦ προῖοντος ἐκ τῆς πωλήσεως τῶν·

γ) ὅτι ἅπαντα τὰ χρεὴ τῆς κληρονομίας, δηλωθέντα ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῆς ὀριζομένης ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς, ἔχουν ἐξοφληθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτά·

δ) ὅτι οἱ φόροι κληρονομίας ἔχουν ἐξοφληθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτούς.

#### Ἄρθρον 37.

1. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς, μὴ κατοικῶν εἰς τὸ κράτος διαμονῆς, ἤθελεν ἀποβιώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους τούτου, τὰ κινητὰ του παραδίδονται ἄνευ εἰδικῆς τινος διαδικασίας εἰς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι αἱ ἀπαιτήσεις τῶν δανειστῶν τοῦ ἀποβιώσαντος ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἔχουν ἰκανοποιηθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτάς.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιούται νὰ ἐξαγάγῃ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, τὴν κληρονομίαν ἢ ὅποια ἀναφέρεται εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ εἰς τὴν παράγραφον 6 τοῦ ἄρθρου 36.

#### Ἄρθρον 38.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιούται νὰ ἐκπροσωπῇ ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τοῦ κράτους διαμονῆς τοὺς ὑπηρετικούς τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὡσάκις, λόγῳ τῆς ἀπουσίας των ἢ διὰ πᾶσαν ἐτέραν αἰτίαν, ἀδυνατοῦν νὰ ὑπερασπίσων, ἐγκαίρως τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντά των. Ἡ ἐκπροσώπησις αὕτη παύει, ὡσάκις ὁ ἀντιπροσωπευόμενος ὀρίζει πληρεξούσιον ἢ ἀναλαμβάνει ὁ ἴδιος τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων αὐτοῦ.

#### Ἄρθρον 39.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιούται νὰ ἐπικοινωνῇ καὶ συνομιλῇ μετὰ τῶν ὑπηρετικῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς, νὰ παρέλθῃ πρὸς αὐτοὺς συμβουλὰς καὶ, εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, πᾶσαν συνδρομήν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς νομικῆς συνδρομῆς. Τὸ κράτος διαμονῆς κατ' οὐδένα τρόπον προβάλλει προσκόμματα εἰς τὸ δικαίωμα τῶν ὑπηρετικῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς νὰ ἐπικοινωνοῦν μετὰ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ νὰ τὴν ἐπισκέπτωνται.

2. Αι άρμόδιοι άρχαι του κράτους διαμονής πληροφοροῦν άμελλητι και τὸ βραδύτερον έντός τριῶν ἡμερῶν τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους άποστολῆς περὶ τῆς συλλήψεως ἢ οἰουδήποτε περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ελευθερίας ὑπηκόου τινὸς τοῦ κράτους άποστολῆς.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει δικαίωμα νὰ επισκέπτεται άμελλητι και τὸ βραδύτερον έντός τεσσάρων ἡμερῶν ἀπὸ τῆς συλλήψεως και νὰ ἔρχεται εἰς έπαφήν μεθ' ὑπηκόου τοῦ κράτους άποστολῆς συλληφθέντος ἢ ὑποβληθέντος εἰς πᾶσαν έτέραν μορφήν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς του ελευθερίας πρὸς τὸν σκοπὸν διασφάλισης τῆς δικαστικῆς του άμύνης.

4. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται κατὰ λογικὰ διαστήματα νὰ επισκέπτεται και ἐπικοινωνῆ μεθ' ὑπηκόου τοῦ κράτους άποστολῆς συλληφθέντος ἢ ὑποβληθέντος εἰς πᾶσαν έτέραν μορφήν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ελευθερίας ἢ έντίοντος στερητικῆν τῆς ελευθερίας ποινήν.

5. Τὰ εἰς τὰς παραγράφους (3) και (4) σκοπούμενα δικαιώματα δὲν δύναται νὰ άσκηθοῦν εἰμὴ μόνον έντός τοῦ πλαισίου τῶν νόμων και κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, έξυπακουόμενου έν τούτοις ὅτι οἱ έν λόγω νόμοι και κανονισμοὶ δὲν δύναται νὰ καταστήσουν τὰ δικαιώματα ταῦτα άνεργά.

#### Ἄρθρον 40.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιούται νὰ παρέχη πᾶσαν βοήθειαν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ κράτους άποστολῆς έντός τῶν λιμένων, τῆς χωρικῆς θαλάσσης και τῶν έσωτερικῶν ὑδάτων τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται ν' άνέρχεται ἐπὶ τῶν πλοίων τοῦ κράτους άποστολῆς. Ὁ πλοίαρχος και τὰ μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ πλοίου δύναται νὰ ἔρχονται εἰς έπαφήν μετὰ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ εὐθὺς άμέσως μετὰ τὴν ελευθεροκοινωνίαν τοῦ πλοίου.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ζητᾷ τὴν βοήθειαν τῶν άρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ πᾶν ζήτημα άφορῶν τὰ καθήκοντα αὐτοῦ τὰ σχετιζόμενα μετὰ τὰ πλοῖα τοῦ κράτους άποστολῆς, τὸν πλοίαρχον και τὸ πλήρωμα.

#### Ἄρθρον 41.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς εἶναι έξουσιοδοτημένος νά :

α) έξετάξῃ πᾶν συμβάν λαβὸν χώραν ἐπὶ τοῦ πλοίου τοῦ κράτους άποστολῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου του ἢ έντός τοῦ λιμένος, άκροᾶται τοῦ πλοίαρχου και τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, θεωρῆ τὰ έγγραφα τοῦ πλοίου, λαμβάνῃ πληροφορίας περὶ τοῦ δρομολογίου και τοῦ περιορισμοῦ τοῦ πλοίου, ὡς και νὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον τοῦ πλοίου εἰς τὸν λιμένα, τὴν παραμονήν του εἰς τὸν λιμένα και τὴν έξοδόν του ἐκ τοῦ λιμένος, χωρὶς έν τούτοις νὰ θίγονται τὰ δικαιώματα τῶν άρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

β) διευθετῆ πᾶσαν άμφισβήτησιν μετὰ τοῦ πλοίαρχου και τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, συμπεριλαμβανομένων και τῶν διαφορῶν περὶ μισθῶν και συμβάσεως εργασίας, καθ' ὃ μέτρον οἱ νόμοι και κανονισμοὶ τοῦ κράτους άποστολῆς τὸ ἐπιτρέπουν και τοῦτο δὲν θίγει τὰ δικαιώματα τῶν άρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

γ) λαμβάνῃ μέτρα ἐπιτρέποντα τὴν νοσηλείαν εἰς νοσοκομεῖον και τὸν έπανακαταρισμὸν τοῦ πλοίαρχου και τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος.

δ) δέχεται, ἐκδίδῃ ἢ ἐπικυρώνῃ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ άποστέλλοντος κράτους πᾶν έγγραφον ἢ δήλωσιν σχετικῶς πρὸς τὰ πλοῖα.

#### Ἄρθρον 42.

1. Ἐάν έν δικαστήριον ἢ έτέρα άρμόδια αρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς προτίθεται νὰ λάβῃ καταναγκαστικὰ μέτρα ἐπὶ πλοίου τοῦ κράτους άποστολῆς ἢ ἐπιθυμῆ νὰ ενεργήσῃ άνάκρισιν, αἱ άρμόδιοι άρχαι τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν τὸν προξενικὸν λειτουργόν. Ἡ εἰδοποίησις ὀφείλει νὰ περιέρχεται εἰς αὐτὸν πρὸ τῆς λήψεως ένός τοιούτου μέτρου, ὥστε ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ὁ αντιπρόσωπός

του νὰ δύναται νὰ παρίσταται κατὰ τὴν έκτέλεσιν τούτου. Ἐάν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ὁ αντιπρόσωπός του δὲν παρέσῃ, αἱ άρμόδιοι άρχαι τοῦ κράτους διαμονῆς παρέχουν εἰς αὐτὸν κατόπιν αἰτήσεώς του λεπτομερεῖς πληροφορίας.

2. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (1) ἐφαρμόζονται ἐπίσης και εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ πλοίαρχος ἢ έν μέλος τοῦ πληρώματος άνακρίνεται εἰς τὴν ξηράν.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος άρθρου δὲν ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ τοῦ τακτικοῦ έλέγχου εἰς θέματα τελωνείου, διαβατηρίων και δημοσίας ὑγείας, ὡς και προκειμένου περὶ πράξεων ενεργουμένων κατόπιν αἰτήσεως ἢ μετὰ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ πλοίαρχου τοῦ πλοίου.

#### Ἄρθρον 43.

1. Αἱ άρμόδιοι άρχαι τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν άμελλητι τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ὡςάκις πλοῖον τοῦ κράτους άποστολῆς ναυαγήσῃ, προσαράξῃ ἢ ὑποστῇ άβαντον έντός τοῦ κράτους διαμονῆς και ὡςάκις περιουσιακὸν στοιχείον άνήκον κατὰ κυριότητα εἰς ὑπῆκοον τοῦ κράτους-άποστολῆς συμπεριλαμβανομένων ἐπίσης τμημάτων τοῦ φορτίου ὑποστάντος βλάβην πλοίου τρίτου κράτους-άνευρίσκειται εἰς τὰς άκτὰς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ἐγγὺς αὐτῶν ἢ ὡςάκις τοῦτο έκφορτῶνεται εἰς λιμένα τοῦ κράτους αὐτοῦ. Ἐπίσης αἱ άρμόδιοι άρχαι τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν τὸν προξενικὸν λειτουργὸν περὶ τῶν ἤδη ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν διάσωσιν ἀνθρωπίνων ζωῶν, τοῦ πλοίου, τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου και έτέρων περιουσιακῶν στοιχείων εὐρισκομένων ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ ἀνηκόντων εἰς τὸ πλοῖον ἢ εἰς τὸ φορτίον αὐτοῦ, ἀλλ' άποχωρισθέντων τοῦ πλοίου.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ παρέχη πᾶσαν βοήθειαν εἰς τὰ άναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον (1) πλοῖα, εἰς τοὺς ἐπιβάτας αὐτῶν και τὰ μέλη τοῦ πληρώματος πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον δύναται νὰ ζητᾷ τὴν συνδρομὴν τῶν άρμοδίων άρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ λαμβάνῃ τὰ άναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον (1) μέτρα και νὰ πράττῃ τὰ δέοντα διὰ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ πλοίου ἢ ν' άπευθύνεται εἰς τὰς άρμοδίας αρχὰς αἰτούμενος ὅπως λάβουν τοιαῦτα μέτρα.

3. Ἐάν ὑποστᾷ βλάβην πλοῖον τοῦ κράτους άποστολῆς ἢ περιουσιακὸν στοιχείον άνήκον εἰς τὸ πλοῖον άνευρίσκονται εἰς τὰς άκτὰς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ἐγγὺς τούτων και καταφθάνουν εἰς λιμένα τοῦ κράτους διαμονῆς και οὔτε ὁ πλοίαρχος τοῦ πλοίου, οὔτε ὁ ιδιοκτήτης αὐτοῦ ἢ ὁ πράκτωρ τοῦ τελευταίου τούτου, οὔτε ὁ άσφαλιστῆς τοῦ πλοίου εἶναι εἰς θέσιν νὰ λάβουν τὰ άναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν τοῦ πλοίου ἢ τοῦ έν λόγω περιουσιακοῦ στοιχείου ἢ νὰ διαθέσουν ταῦτα, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται έξουσιοδοτημένος νὰ λάβῃ τὰ άναγκαῖα μέτρα, τὰ ὁποῖα και ὁ ἴδιος ὁ πλοιοκτήτης θὰ έλάμβανε πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον. Αἱ διατάξεις τῆς προούσης παραγράφου ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ περιουσιακῶν στοιχείων τὰ ὁποῖα αποτελοῦν τμῆμα τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου και ἀνήκουν εἰς φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον τοῦ κράτους άποστολῆς.

4. Ἐάν άνευρίσκειται εἰς τὰς άκτὰς, ἐγγὺς αὐτῶν ἢ έντός λιμένος τοῦ κράτους διαμονῆς οἰονδήποτε αντικείμενον άνήκον εἰς φορτίον ὑποστάντος βλάβην πλοίου τρίτου κράτους, τὸ ὁποῖον ὅμως εἶναι ιδιοκτησία φυσικοῦ ἢ νομικοῦ προσώπου τοῦ κράτους άποστολῆς-ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι οὔτε ὁ πλοίαρχος τοῦ πλοίου, οὔτε ὁ ιδιοκτήτης τοῦ αντικειμένου ἢ ὁ πράκτωρ αὐτοῦ, οὔτε οἱ ένδιαιφερόμενοι άσφαλισταὶ εἶναι εἰς θέσιν νὰ μερμνήσουν διὰ τὴν διαφύλαξιν ένός τοιούτου αντικειμένου ἢ νὰ διαθέσουν τοῦτο-ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται έξουσιοδοτημένος νὰ λάβῃ έν ὄνόματι τοῦ ιδιοκτήτου τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα αὐτὸς οὔτος ὁ τελευταῖος θὰ έλάμβανε πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

#### Ἄρθρον 44.

Αἱ διατάξεις τῶν άρθρων 40-43 ἐφαρμόζονται ἐπίσης προκειμένου περὶ αεροσκαφῶν τοῦ κράτους άποστολῆς εἰς οἷον έκτασιν αὐταὶ εἶναι ἐφαρμοσίμοι.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαί διατάξεις.

"Άρθρον 45.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ κυρωθῆ καὶ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ ἀνταλλάγουν τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς Βογδαπέστην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐξακολουθῆ ἰσχύουσα διὰ μίαν πρόσθετον περίοδον 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ὁποίαν ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ γνωστοποιήσῃ ἐγγράφως εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τὴν πρόθεσιν τοῦ νὰ καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ὁποίων οἱ πληρεξούσιοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν υπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν τὰς σφραγίδας τῶν.

Ἐγένετο εἰς Ἀθήνας τὴν 18ην Μαρτίου 1977 εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν ἑλληνικὴν, οὐγγρικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν τριῶν κειμένων ἐχόντων τὸ αὐτὸ κῦρος. Εἰς περίπτῳσιν διαφορᾶς τὸ γαλλικὸν κείμενον ὑπερισχῶει.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας  
(Ἰπογραφή)

Διὰ τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς  
Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας  
(Ἰπογραφή)

"Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεταὶ ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Φεβρουαρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ  
**ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Φεβρουαρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

## Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η έτήσια συνδρομή της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως, ή τιμή των φύλλων της που πουλιούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1<sup>η</sup> Ιανουαρίου 1979 ως ακολούθως:

### Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

|  |       |       |
|--|-------|-------|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                                  | Δραχ. | 600   |
| 2. » » » Β' .....  | »     | 700   |
| 3. » » » Γ' .....  | »     | 500   |
| 4. » » » Δ' .....  | »     | 1.000 |
| 5. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ. ....                  | »     | 500   |
| 6. » » » Παράρτημα .....                                   | »     | 300   |
| 7. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ. ..                       | »     | 3.000 |
| 8. » » Δελτίο Έμπορικής και Βιομηχανικής Ίδιοκτησίας ..... | »     | 200   |
| 9. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι. ....                   | »     | 6.000 |

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Άλληλοβοηθείας Προσωπικού του Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

|   |       |     |
|---|-------|-----|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                             | Δραχ. | 30  |
| 2. » » » Β' .....                                     | »     | 35  |
| 3. » » » Γ' .....                                     | »     | 25  |
| 4. » » » Δ' .....                                     | »     | 50  |
| 5. » » » Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κ.λπ. .... | »     | 25  |
| 6. » » » Παράρτημα .....                              | »     | 15  |
| 7. » » » Άνωνύμων Έταιρειών κ.λπ. ..                  | »     | 150 |
| 8. » » Δελτίο Έμπ. και Βιομ. Ίδιοκτησίας ..           | »     | 10  |
| 9. Για όλα τα τεύχη .....                             | »     | 300 |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 3 δρχ., από 9 ως 40 σελ. 8 δρχ., από 41 ως 80 σελ. 15 δρχ., από 81 σελ. και άνω ή τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 15 δρχ. ανά 80 σελίδες.

### Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Στο τεύχος Άνωνύμων Έταιρειών και Έταιρειών Περιορισμένης Εύθνης:

Α' Δημοσιεύματα Άνωνύμων Έταιρειών:

|   |       |        |
|---|-------|--------|
| 1. Τών δικαστικών πράξεων .....   | Δραχ. | 400    |
| 2. Τών καταστατικών Άνωνύμων Έταιρειών ..   | »     | 10.000 |
| 3. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών τών Άνωνύμων Έταιρειών .....  | »     | 2.000  |
| 4. Τών ανακοινώσεων και προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, τών κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τών ανακοινώσεων, που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/70 περί Άλλοδαπών Ασφαλιστικών Έταιρειών και τών αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ, που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις .. | »     | 1.000  |
| 5. Τών Ισολογισμών τών Άνωνύμων Έταιρειών ..  | »     | 4.000  |
| 6. Τών συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων τών Τραπεζικών Έταιρειών .....   | »     | 1.000  |
| 7. Τών αποφάσεων περί έγκρισης τιμολογίων τών Ασφαλιστικών Έταιρειών .....  | »     | 600    |
| 8. Τών υπουργικών αποφάσεων περί παροχής άδειας έπεκτάσεως τών εργασιών Ασφαλιστικών Έταιρειών, τών εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων Άνωνύμων Έταιρειών γενικά, και τών αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τίς όποιες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού .....   | »     | 4.000  |
| 9. Τών αποφάσεων περί παροχής πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπευσιν εν Ελλάδι άλλοδαπών Έταιρειών και τών αποφάσεων περί μεταβίβασης του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Έταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70 .....   | »     | 2.000  |
| 10. Τών αποφάσεων περί συγχωνεύσεως Άνωνύμων Έταιρειών .....  | »     | 10.000 |

11. Τών αποφάσεων της Έπιτροπής του Χρηματιστηρίου περί εισαγωγής χρεωγράφων εις το Χρηματιστήριο προς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» .....
 Δραχ. | 1.000 |

12. Τών αποφάσεων της Έπιτροπής κεφαλαιαγοράς περί διαγραφής χρεωγράφων εκ του Χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» .....
 » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Έταιρειών Περιορισμένης Εύθνης:

|   |   |       |
|---|---|-------|
| 1. Τών καταστατικών .....                               | » | 1.000 |
| 2. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών ...               | » | 400   |
| 3. Τών ανακοινώσεων και προσκλήσεων .....               | » | 200   |
| 4. Τών Ισολογισμών .....                                | » | 1.000 |
| 5. Τών εκθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων ..... | » | 1.000 |

Γ'. Δημοσιεύματα Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

|  |   |       |
|--|---|-------|
| 1. Τών υπουργικών αποφάσεων περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας Άλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Άλληλασφαλιστικών Ταμείων ..... | » | 1.000 |
| 2. Τών Ισολογισμών τών ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων .....  | » | 1.000 |

II. Στο τέταρτο τεύχος τών δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων

Το ποσοστό επί τών τελών δημοσιεύσεων στο Τεύχος Άνωνύμων Έταιρειών και Έταιρειών Περιορισμένης Εύθνης, που πρέπει να καταβάλλεται υπέρ του Ταμείου Άλληλοβοηθείας Προσωπικού Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), όρίσθηκε γενικά σε 5 ο/ο.

### Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στη Γενική Δ/νση του Έθνικού Τυπογραφείου.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατές να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με έπιταγή επί δυνάμει του Διευθυντή τών Διοικητικών και Οικονομικών Υποθέσεων του Έθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί τών ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής:

- α) στην Άθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Έθνικού Τυπογραφείου),
- β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.,
- γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού: όταν ή αποστολή τους γίνεται με έπιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το όπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ο Γενικός Διευθυντής  
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ